

Défier le capitalisme

Un livre de Richard Wolff

Partage international n° [287](#) - Juillet 2012

par Cher Gilmore

La toute première phrase du dernier livre de Richard Wolff - de petit format mais très pugnace - affirme qu'aux États-Unis, le capitalisme est un sujet tabou depuis plus de cinquante ans. Le seul fait de le critiquer est considéré comme une trahison. Aujourd'hui, toutefois, grâce au mouvement *Occupy*, on débat publiquement, à l'échelle nationale, de la capacité du capitalisme à satisfaire les besoins du peuple.

En raison de la sinistre situation économique actuelle, l'auteur croit ce genre de débat plus que jamais nécessaire, et son ouvrage étaye solidement son opinion. Il identifie clairement, en termes simples, les problèmes endémiques du capitalisme et propose des moyens de changer ce système voué à l'échec. Il y a trente ans, les États-Unis étaient l'une des sociétés où l'écart entre les riches et les pauvres était le moins grand. De 1820 à 1970, les salaires réels n'avaient cessé d'augmenter. A présent, les États-Unis sont les plus inégalitaires de tous les pays industriels avancés. Comment cela a-t-il pu se produire, et pourquoi ? R. Wolff en résume comme suit les principales causes :

En premier lieu, l'informatique a rendu inutiles de nombreux emplois. En même temps, les capitalistes se sont aperçus que les salaires étaient bien plus bas dans d'autres pays, ce qui leur permettait de réaliser des économies en délocalisant certaines de leurs productions. Ces deux facteurs ont réduit le nombre d'emplois disponibles juste au moment où deux grands groupes venaient augmenter la population active : en effet, dans les années 1970, les mouvements féministes ont incité pour la première fois dans l'histoire des millions de femmes à travailler en dehors de chez elles, en même temps qu'arrivait la dernière vague d'immigrés latino-américains à la recherche d'emplois et d'une vie meilleure.

Pendant les années 1970, les capitalistes américains comprirent donc qu'il n'était plus nécessaire

d'augmenter les salaires, puisqu'ils avaient moins besoin d'employés et que les demandeurs d'emploi étaient plus nombreux. En conséquence, les salaires n'ont pas augmenté au cours des trente dernières années.

D'un autre côté, la productivité des employés n'a cessé de s'améliorer, si bien que ces derniers produisaient toujours davantage pour le même salaire.

Pour compenser les pertes de salaire, les employés ont fait des heures supplémentaires, pris un travail d'appoint, et incité davantage de membres de leur famille à travailler. Selon l'Organisation pour le développement économique (qui rassemble les données économiques des pays industrialisés), les Américains font plus d'heures de travail rémunéré que les citoyens de n'importe lequel des pays industrialisés avancés.

Par ailleurs, toujours à partir des années 1970, le recours au crédit s'est largement répandu, et les Américains se sont mis à emprunter comme jamais auparavant.

Dès 2007, l'accumulation de leurs dettes est devenue insupportable. En réalité, selon R. Wolff, la crise économique a débuté en 1970, lorsque les salaires ont cessé d'augmenter, mais le système du crédit l'a masquée pendant trente ans, jusqu'à ce que ce système ne puisse plus se développer davantage.

Outre la disparité des revenus, le capitalisme pose également d'autres problèmes. Il s'agit d'un système intrinsèquement instable, caractérisé par l'alternance des périodes de prospérité et de dépression. Entre la fin de la Grande Dépression en 1941 et le début de la dernière en date de 2007, il y a eu 11 ralentissements économiques, et, à présent, nous subissons la seconde plus grave dépression en un siècle. De plus, même pendant les périodes de prospérité, les marchés ne favorisent pas une répartition plus juste des biens, puisque tout dépend de la capacité à payer, et rien des véritables besoins de chacun. R. Wolff souligne qu'un tel système aboutit à des résultats « *indésirables et inefficaces sur le plan social, et dangereux pour la survie de la société* ».

Selon lui, la manière dont le capitalisme organise sa production est à la racine du problème.

Essentiellement, la masse des gens qui travaillent génère des profits que les autres accaparent et utilisent : un très petit groupe de gens - le conseil d'administration, qui n'a de comptes à rendre qu'aux principaux actionnaires - prennent toutes les décisions concernant quoi produire, comment et où le produire, et comment répartir les bénéfices. La majorité des actifs, ainsi que les voisins de ces entreprises, doivent s'accommoder des décisions de l'entreprise, mais ne sont pas associés à la prise de ces décisions. Cela constitue un aveuglant déni de démocratie.

Naturellement, ces riches capitalistes utilisent leurs ressources pour inciter le système politique à voter des lois qui les favorisent encore davantage. Les impôts en sont un exemple typique. L'auteur souligne que les impôts fonciers, la TVA, et les impôts sur le revenu (des particuliers ou des entreprises) ont tous tendance à favoriser les riches.

Dans le système capitaliste, les entreprises ont davantage intérêt à se débarrasser des employés les mieux payés, et, à long terme, à remplacer les ouvriers spécialisés permanents et syndiqués par des travailleurs temporaires, moins payés et ne pouvant, de par leur statut, rien recevoir des bénéfices. Par ailleurs, les employeurs payent de moins en moins de pensions de retraites à leurs employés et, lorsqu'ils la leur payent, elle est considérablement réduite. Les lobbies des entreprises ont réussi à faire annuler presque toutes les réformes économiques mises en place après le crash de 1929. « *Aux États-Unis, écrit R. Wolff, l'histoire économique des 35 dernières années est celle d'une guerre des classes : comment 1 % de la population a réussi à faire table rase - ou, du moins, à les affaiblir considérablement - des avantages sociaux essentiels obtenus par les 99 %.* »

Un scénario similaire se met en place en Europe, car, face à la crise de la dette, l'Europe ne réagit pas autrement : les crédateurs (banques, compagnies d'assurance, grandes sociétés) exigent que les gouvernements réduisent les services sociaux afin de pouvoir se payer à eux-mêmes des intérêts. Les classes moyennes et populaires accepteront-elles longtemps de payer des impôts à des gouvernements qui ne leur fournissent pas les services sociaux dont ils ont besoin, parce qu'ils donnent cet argent aux entreprises de crédit que ces mêmes gouvernements ont sauvées de la faillite avec l'argent public ? Il s'agit là, selon R. Wolff, d'un conflit fondamental qui ne s'affaiblira pas avec le temps. De plus, l'Inde et la Chine ne pourront pas relancer les économies américaines et européennes, puisque leurs propres économies reposent dans une large mesure sur leurs exportations aux États-Unis et en Europe.

En conclusion, l'auteur soutient qu'il est temps d'admettre que notre système capitaliste ne marche pas, et de se mettre à chercher des solutions systémiques. Il pense que le changement doit venir de la base, sinon il n'a aucune chance de se produire un jour. Il considère que le mouvement *Occupy* a un gros potentiel dans cette direction, dans le monde entier aussi bien qu'aux États-Unis. Selon lui : « *Tout mouvement issu de la base capable de s'étendre si vite et d'avoir un tel impact sur la société dans une période de temps aussi courte est à suivre avec attention.* »

Manifeste pour la démocratie économique et la rationalité écologique

Il constitue la dernière partie du livre. Le principal changement que propose R. Wolff implique les entreprises et les autres institutions (l'État, les foyers, les écoles, etc.) qui produisent et distribuent des biens et des services. Dès qu'il y a production, dit-il, les travailleurs doivent devenir collectivement leurs propres dirigeants et conseils d'administration et décider démocratiquement quoi produire, comment le produire, où le produire, et comment utiliser les bénéfices. Il faudrait réformer l'éducation dans le but de donner à *chacun* une formation de dirigeant - et pas seulement à l'élite. « *On ne peut pas construire une nouvelle société, dit-il, sans d'abord réorganiser démocratiquement nos lieux de travail, où les adultes passent la majeure partie de leur vie.* »

La démocratie communautaire serait également nécessaire afin que les institutions gouvernementales puissent faire partager le processus démocratique de prise de décision entre le lieu de travail et les communautés. Si les entreprises gérées par les employés partageaient le pouvoir de décision avec les communautés environnantes, elles ne pourraient pas prendre des décisions aussi dommageables pour ces communautés, comme décharger des déchets toxiques dans les cours d'eau afin de réduire les dépenses.

Afin de parvenir à une démocratie économique et à supprimer le chômage massif, le premier pas serait la création d'un programme de travaux publics d'un nouveau genre, conduits directement par le gouvernement, et qui se concentrerait sur l'écologie (afin d'améliorer la viabilité des lieux de travail et des communautés) et sur les services sociaux (comme la garde des enfants et des personnes âgées). Un dispositif audacieux fournirait aux chômeurs des fonds leur permettant de créer leurs propres entreprises démocratiques, coopératives et

autogérées.

Pour davantage d'informations : www.rdwolff.com

La matière de cet ouvrage *Occupy the Economy : Challenging Capitalism* est tirée des interviews que Richard Wolff a données à David Barsamian sur Radio Alternative (www.alternativeradio.org). Richard Wolff est professeur émérite d'économie à Amherst, Université du Massachussets. Il est l'auteur de *Capitalism Hits the Fan : The Global Economy Meltdown and what to do about it* (L'effondrement économique mondial et comment y

remédier), et de *Democracy at Work : a Cure for Capitalism* (La démocratie sur les lieux de travail pour soigner le capitalisme) et participe à l'émission radiophonique hebdomadaire *Economic Update* (L'Economie mise à jour) sur la radio new-yorkaise WBAI.

Auteur : Cher Gilmore, collaboratrice de Share International basée à Los Angeles (Californie).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Compte rendu de lecture](#) ()